



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique fiscale

Question au Gouvernement n° 157

Texte de la question

POLITIQUE VIS-À-VIS DES ENTREPRISES

M. le président. La parole est à M. Laurent Furst, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Laurent Furst. Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement, depuis 2008 la France vit une crise économique majeure. Cette crise, vous l'avez découverte fort opportunément après le second tour des élections législatives. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Cette crise, nous ne la nions pas, mais elle s'ajoute désormais à une autre difficulté : votre action qui met l'économie française à l'arrêt.

Ce sont nos entreprises agricoles, artisanales, commerciales, industrielles et de services qui créent la richesse et l'emploi. Face à leurs difficultés, quel discours tenez-vous ? Il peut se résumer en cinq mots : impôts, charges, contraintes, pénalités et réglementations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) À ce cocktail on peut ajouter les propos blessants de certains de vos ministres.

Le coût de tout cela est violent : dans le bâtiment, des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés ; dans l'industrie, des investissements sont reportés ou annulés ; dans le commerce, l'artisanat et l'agriculture, la confiance a été entamée.

Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement, ouvrez les yeux ! Sans la confiance des chefs d'entreprise et de leurs cadres, la croissance déjà faible de notre pays va s'effondrer. Ouvrez les yeux ! En fustigeant celles et ceux qui créent la richesse et l'emploi, vous ferez exploser le chômage et souffrir les Français. Ouvrez les yeux ! Et dites-nous ici clairement ce que vous allez faire pour rétablir la confiance des entrepreneurs de France, si vous en avez l'intention.

Il est temps d'ouvrir les yeux et de répondre au vrai défi de la création de richesses et d'emplois afin d'éviter le Waterloo économique vers lequel vous nous dirigez. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué chargé du budget*. Monsieur le député, je ne pense pas que quiconque sur ces bancs ("*Montebourg, Montebourg !*" sur les bancs du groupe UMP),...

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. ...ait jamais pensé fermer les yeux face aux difficultés de notre pays. Ouvrir les yeux sur la situation présente suppose d'être lucide sur les situations passées. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous êtes un peu courts concernant votre bilan, et je devine à vos exclamations, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, que le rappeler vous gêne tant il est vrai que cela vous renvoie à des responsabilités que vous n'assumez pas (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), alors que nous assumons pleinement les nôtres depuis quelques mois que nous sommes aux responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRD.*)

C'est très gentil de votre part de rappeler que la crise existe et très aimable de sembler comprendre qu'elle n'est pas née en France mais sur un autre continent ; très aimable, j'y insiste, de rappeler qu'elle n'est pas le fruit des décisions de ce gouvernement (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) mais des errements d'une politique publique menée aux États-Unis, comme en France ou au Royaume-Uni, qui faisait la part belle à ceux qui, dans le secteur bancaire et financier, estimaient que les privilégiés, eux, serviraient la cause de l'intérêt général, à savoir l'ensemble de nos concitoyens.

Qu'avez-vous donc fait, vous qui donnez des leçons depuis quelques semaines ? Qu'avez-vous donc fait pour ensuite nous reprocher les 900 milliards d'euros de dette supplémentaires à mettre à votre débit ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste. - Exclamations continues sur les bancs du groupe UMP.)* Qu'avez-vous donc fait, pour nous reprocher, à nous qui n'y pouvons rien, les trois millions de chômeurs qui sont aussi à inscrire à votre débit et certainement pas au nôtre ? *(Mêmes mouvements.)* Qu'avez-vous donc fait, monsieur le député, pour que l'Europe s'enfonce dans la crise, sommet après sommet - tous décisifs mais jamais utiles ? Qu'avez-vous donc fait sinon soutenir en permanence un gouvernement qui a mené la France au chaos et au déclin ?

M. Julien Aubert. N'importe quoi !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. La France a vu sa parole se dégrader au sein de la communauté des dirigeants et dans le concert des nations. Qu'avez-vous donc fait pour me donner des leçons de la sorte ?

M. Philippe Meunier. Et vous, que faites-vous pour les trois millions de chômeurs ?

M. Lucien Degauchy. Du vent !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Réfléchissez donc à votre bilan, attendez de voir quelle sera notre action et quels résultats elle permettra d'obtenir pour la France. Alors, nous comparerons nos bilans et peut-être serez-vous un peu plus modeste. *(Les députés des groupes SRC, écologiste, et RRDP se lèvent et applaudissent vivement. - Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Laurent Furst](#)

Circonscription : Bas-Rhin (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 157

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 octobre 2012](#)